

Coupures « sauvages » à EDF**80.000 foyers
privés de courant**

Des agents en grève d'EDF ont provoqué, lundi soir, des coupures de courant « sauvages » dans la proche banlieue de Toulouse, plongeant 80.000 abonnés dans le noir.

70.000 foyers haut-garonnais ont été touchés dans les communes de Saint-Alban, Daux, Ondes, Saint-Orens, Labège et Fenouillet. 10.000 autres ont été affectés sur les marges sud du Tarn. Deux cliniques ont été également momentanément perturbées.

Des « éléments incontrôlés » ont pénétré dans les transformateurs de Saint-Orens, Ondes, Daux et Saint-Alban où est réceptionnée la haute tension, a expliqué la direction d'EDF.

Selon un responsable, les gré-

vistes ont ouvert les « départs » moyenne tension, provoquant l'interruption de l'alimentation en électricité.

Le courant ne pouvant être rétabli qu'après intervention des équipes de dépannage, certaines coupures ont pu durer jusqu'à une heure selon nos informations.

Les premières ont débuté aux environs de 19 h 30. Vers 21 h 15, EDF affirmait que le courant avait été totalement rétabli, sans cependant pouvoir assurer que le mouvement ne risquait pas de reprendre dans

d'autres secteurs, en raison du caractère « tournant » des actions menées par les grévistes.

Dans ce conflit qui dure depuis maintenant 19 jours à Toulouse, de telles interruptions avaient pu être jusqu'à présent évitées.

Lundi matin, une intersyndicale FO-CGT avait reconduit pour huit heures un mouvement destiné à exiger, outre le retrait du plan Juppé pour la réforme de la Sécu, un engagement du gouvernement français d'afficher devant les instances européennes sa volonté de « préserver l'avenir du service public nationalisé dans les entreprises EDF et GDF ».

A l'occasion de cette assemblée, un vote à bulletin secret avait décidé de procéder à des coupures.

PTT**Ça repart... par étapes**

Hier, il y avait toujours des grévistes au centre régional de tri de La Poste, quartier Lardenne, à Toulouse, ainsi qu'au centre de tri de la gare Matabiau : des assemblées générales par brigades décident de l'arrêt ou de la poursuite du mouvement commencé il y a trois semaines.

Au centre de tri paquets, les postiers se sont prononcés pour la reprise du travail.

Les syndicats CGT-PTT et-Sud précisent « la combativité est toujours là ».

tribution, les facteurs du bureau toulousain de la Côte-Pavée ont prolongé la grève, ce lundi, tandis que dans les bureaux décidés pour la reprise, « une certaine effervescence accompagne l'annonce par les hiérarchies qu'il n'y aura pas de compensation pour écouler le trafic ».

Les syndicats évaluent le retard à « deux semaines pour le retour à la normale », à cause de l'afflux prévisible de courrier, après une aussi longue période de perturbations, et aussi de l'accroissement habituel du trafic, en fin d'année.

flux, des courriers de la veille et des plis vieux de quinze jours déposés simultanément dans les boîtes à lettres.

A France Télécom, le mouvement de grève est suspendu dans tous les centres, mais la mobilisation demeure, avec, pour l'entretenir, la tenue d'assemblées générales ou réunions pour faire le point, et rappeler les revendications.

De l'avis des syndicats « on garde des forces, sur fond de menace grandissante de privatisation »...

D'ailleurs, concernant la dis-

A prévoir : le mélange des

M. H.

Après la manifestation de samedi

Les syndicats sur le qui-vive

Tirant les conclusions de la manifestation de samedi à Toulouse, les syndicats constatent le haut niveau de la mobilisation et marquent leur volonté de ne pas « baisser la garde » à l'orée des prochaines discussions de Matignon. Quels que soient les termes, les centrales font passer à cet égard un message commun. La CGT appelle à d'autres formes d'action ; FO fait valoir que la vigilance reste de mise et estime « que rien n'est totalement réglé ».

Les graves incidents qui ont suivi la dislocation de la manifestation font par ailleurs l'objet de commentaires et condamnations unanimes.

CGT : journée d'actions

Pas de manifestation, aujourd'hui, à Toulouse, à l'appel de la CGT. Mais la mobilisation, comme dans toute la France, se traduira par des actions au sein des entreprises : assemblées de militants, distribution de tracts, pétitions auprès des directions...

En attendant de nouvelles actions publiques, telle une manifestation de rue, peut-être, jeudi, avec la participation de la FSU et de l'Union départementale CFDT.

FO : rien n'est réglé

« Au cours de ces dernières semaines, les différentes manifestations ont démontré :

« — L'attachement que les salariés portent à la Sécurité sociale, instrument essentiel de la cohésion sociale ;

« — La fracture sociale, résultante de décennies de restrictions et de sacrifices ;

« — L'inquiétude du lendemain ;

« — Le désarroi de milliers de jeunes et de parents qui ne voient qu'un avenir sombre.

« L'ampleur et la densité de ces manifestations permettront d'appuyer les discussions qui auront lieu tout au long des prochaines semaines. Rien n'est encore totalement réglé : la suspension du mouvement ne remet pas en cause la vigilance et la mobilisation susceptible de s'exercer tout au long de la négociation.

SE FEN : rester vigilant

« Suite à l'ampleur de la mobilisation, le gouvernement a reculé, dès le 12 décembre, sur toutes les revendications.

« Il a de plus accepté de remettre à plat le contrat de plan SNCF. En conséquence, le Syndicat des enseignants a suspendu provisoirement l'action.

« Il appelle néanmoins tous les collègues à rester vigilants à l'égard du respect des engagements du gouvernement et du déroulement des négociations. Nous devons rester mobilisés, prêts à réagir à toute dérive gouvernementale. »

SNUI : le compte n'est pas bon

« Le 16 décembre, Toulouse a vu défiler une manifestation monstre. 150.000 personnes mobilisées pour le retrait du plan Juppé et l'ouverture de véritables négociations sur la protection sociale, les services publics, l'emploi, ça fera date dans l'histoire de la ville.

« La police, les renseignements généraux, la préfecture, eux, semblent ne pas avoir vu la même manifestation. Ils estiment les manifestants entre 16.000 (journal télévisé de FR 3) et 30 à 40.000 (selon les policiers placés sur le parcours de la manifestation).

« Manifestement, l'échec scolaire fait des ravages dans les rangs de la police et de l'administration. Au-delà de 30.000, le compteur se bloque obstinément.

« Les enseignants du SNUipp-FSU sont prêts à proposer au besoin des cours de rattrapage en mathématique aux policiers chargés des (mauvais) calculs des manifestants. Car, pour les manipulations de chiffres aussi, trop c'est trop ! (...)

« A la fin de la manifestation, des incidents aussi surprenants que choquants ont éclaté sur la place du Capitole.

« Le SNUipp-FSU dénonce vigoureusement le comportement des forces de police qui, en quelques instants, ont transformé la place du Capitole en véritable champ de bataille, tirant de nombreuses grenades lacrymogènes et chargeant à plusieurs reprises. »

Municipaux de Toulouse : FO reprend le travail

Réunis ce lundi en assemblée générale extraordinaire, les employés municipaux adhérant au syndicat général Force ouvrière du personnel territorial de la ville de Toulouse et du personnel en détachement, à 79,19 %, se sont prononcés pour la suspension de la grève.

Jean-Claude Jean-Dit-Cadet, le secrétaire général du syndicat a suspendu sa grève de la faim, après treize jours.

« Le mouvement syndical à la mairie de Toulouse, à la forte participation à la grève ainsi qu'aux manifestations. »

CGT SNCF : « Rien ne sera plus jamais comme avant... »

La section technique CGT du personnel CER/SNCF Midi-Pyrénées communique :

« En assemblée générale ce matin, le personnel du CER avec sa section technique CGT suspendent le mouvement, mais restent mobilisés contre le plan Juppé et pour l'obtention du statut cheminot.

19/12/1995

Les incidents

Des précisions de la Fédération anarchiste...

Militants de la Fédération anarchiste à Toulouse, nous nous sentons mis en cause dans l'édition du 17 décembre de « La Dépêche du Midi ».

La Fédération anarchiste s'inscrit résolument dans le mouvement social en cours et participe depuis son début à toutes les manifestations organisées. Celles-ci se sont toujours déroulées dans la sérénité.

Les conditions qui ont rendu inévitables les échauffourées de samedi soir sont largement imputables au fait que la préfecture n'a visiblement pris aucune mesure pour empêcher la manifestation d'accéder à la place du Capitole.

Dans ces conditions, faire porter le chapeau à des « incontrôlés », présentés comme un amalgame d'« anars », de « loubards » et d'« anarchistes », est pour le moins réducteur. C'est en tous cas de nature à engendrer des confusions face auxquelles nous réagissons.

Fédération anarchiste
Groupe Albert-Camus
Le secrétaire,
J. VARQUEZ.

... Et de la CNT

Rendant compte des incidents qui ont émaillé la fin de la manifestation samedi, « La Dépêche du Midi » du 17 décembre décrit dans un premier paragraphe une version tout à fait exacte des faits. Elle rapporte ensuite les dires contradictoires d'un « témoin » qui incrimine un

groupe de « deux cents personnes », munis d'une banderolette « rouge et noire » qui aurait fondu sur la mairie en jetant des projectiles.

Comme cent mille personnes peuvent en témoigner, il n'y avait ni casques, ni cagoules, ni matraques, ni sacs de projectiles dans le cortège, ce qui témoigne d'une intention pacifique du début à la fin.

Ce n'est pas la première fois que nous constatons, ces jours derniers, des réactions policières totalement disproportionnées. Jeudi, par exemple, sur cette même place, un rassemblement pacifique de Ras-le-Front a été violemment dispersé. Dans ces conditions, n'y aurait-il pas une volonté délibérée des autorités de provoquer des incidents pour pourrir un mouvement social particulièrement profond ? Là est la véritable question que soulèvent les événements de la place du Capitole.

Confédération nationale
des travailleurs
Association internationale
des travailleurs.

NDLR. — Contrairement à ce que pourrait laisser croire cette mise au point de la CNT, « La Dépêche du Midi » n'a nullement attribué la responsabilité des incidents à cette organisation. Dans notre compte rendu, nous avons souligné que les actes de violence avaient été déclenchés par des éléments incontrôlés.

19/12/1995

Heurts évités à la cité administrative

La manif n'a pas dérapé, hier devant la cité administrative. Les étudiants ont décroché face aux forces de l'ordre. Au Mirail, la fac sera fermée demain soir. Reprise des cours le 8 janvier.



Pendant le face à face, mais la raison l'a emporté.

Trois à quatre mille manifestants, étudiants et enseignants, ont défilé hier après midi dans le cœur de Toulouse, à l'occasion de la journée d'action lancée au plan national par la coordination étudiante.

Un défilé calme et serein qui a surtout servi à réaffirmer deux choses. Tout d'abord le maintien par les étudiants de leurs revendications. Et ensuite, « la ferme détermination à les voir aboutir ». En fait, il est incontestable que la fameuse mobilisation, encore notable dans les amphithéâtres, s'effrite au fil des jours dans les manifs en ville. Fatigue générale, perspective des vacances de Noël, « découragement face à un ministre qui refuse de nous entendre », tout cela conduit à un désagréable sentiment d'amertume.

Et d'indécision.

Face à face

On a encore pu s'en rendre compte hier après-midi lorsque la manifestation, prévue jusqu'à la place Héralès, a brusquement

dévié sa route pour se diriger vers la Cité administrative. Là, un fort cordon de CRS bloquait tout accès et un face à face nerveux a duré pendant plus d'une heure. Le souvenir confus des incidents de samedi soir était dans toutes les têtes, cependant, la raison l'a emporté et les étudiants se sont repliés sans incidents sur la place Arnaud-Bernard. Ambiance morose et déprimée, heureusement ponctuée par un intermède musical que l'on doit aux militants Occitanistes. « Mous-su » Sicre, seigneur de la place, et ses amis, ont donné l'aubade aux manifestants revigorés. Of-

frant à la volée, par la fenêtre force cachous, tracts occitans et même Tee-shirts aux potaches, en guise de « remonte-moral ».

En relation directe avec cette lassitude générale, le conseil d'administration de l'Université de Toulouse-le-Mirail a décidé hier matin de fermer ses portes demain soir jeudi. Et de reprendre normalement les cours le 8 janvier. « Toutefois, précise-t-on à la fac, il sera toujours possible à la rentrée de poursuivre le débat et de continuer le mouvement. Mais avec une reprise effective des cours ».

Par ailleurs les étudiants de

l'université des sciences sociales, qui ont rencontré hier après-midi le président Bernard Saint-Girons ont décidé pour apaiser les esprits d'annuler le rassemblement qui était prévu aujourd'hui à 13 heures dans le grand hall de l'Arsenal pour protester contre les violences commises jeudi soir par des commandos d'extrême droite. Dans le même esprit, le président s'est engagé à réunir dès la rentrée de janvier un conseil d'administration qui aura à examiner une éventuelle condamnation.

Jean-Jacques ROUCH

Place du Capitole

Rassemblement des « Usagers en colère »

Un « collectif toulousain des usagers en colère » organisait ce mardi matin une manifestation, place du Capitole.

« Le lieu est symbolique », explique l'un des moins de cinquante participants, « c'est le cœur de la ville ».

Artisans, commerçants, chefs d'entreprises membres ou non d'organisations professionnelles, par le biais de la chambre de commerce et d'industrie, ils « se connaissent tous ». Et c'est ainsi qu'ils ont décidé de protester, banderoles à l'appui, contre « ces syndicats à cause de qui

tout a été suspendu pendant trois semaines ».

Benoît est depuis un an à la tête d'une entreprise de formation ; des stages, des sessions avaient été prévus à Paris, mais, faute de moyens de transports garantissant les heures d'arrivées, il lui a fallu tout annuler.

Un de ses amis, artisan ger-sois « a dû livrer lui-même ses colis de foie gras ».

« Deux siècles de socialisme »

Bref, courrier ou transports, de l'avis de Benoît, « le droit de grève ne devrait pas exister dans

le service public ». Et de rêver d'un modèle « à l'allemande, où ce qui importe avant tout c'est l'intérêt collectif », et, dans les entreprises, « l'intérêt de la branche ». Ce qui permet des négociations a priori entre patrons et syndicats.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : si Benoît estime « qu'il y a trop de fonctionnaires en France », il ne souhaite pas pour autant que les secteurs susceptibles de paralyser le pays, comme justement les transports et le courrier, passent au privé (avec menace de grèves). « Il faut que l'Etat puisse conserver la maîtrise ; mais on pourrait imaginer

qu'il applique des méthodes de gestion privée ».

Ne « prônant pas le libéralisme à outrance, avec les dérapages qui ont lieu aux Etats-Unis », mais un retour à l'Ancien régime, « comme du temps de Colbert », Benoît, ancien étudiant en droit et en sciences économiques, pense qu'« il est temps que la France en finisse avec deux siècles de socialisme », et qu'on en revienne aux valeurs morales.

Souhaitant qu'une partie du pouvoir de l'Etat soit donnée aux responsables socio-professionnels.

M. H.

Toulouse : les éboueurs lèvent la grève

Cette nuit, les 70 camions-poubelles de la ville devaient tous se remettre en route.

Hier matin, les municipaux FO ont décidé d'arrêter la grève du travail et leur secrétaire général Jean-Claude Jean-Dit-Cadet celle de la faim qu'il observait depuis une douzaine de jours. La première conséquence est visible dès ce matin : les poubelles ont disparu des trottoirs dans toute la ville.

Jusqu'à présent, les opérations nocturnes dirigées par l'éboueur en chef suprême Dominique Baudis n'avaient concerné que l'hyper-centre, le Capitole, Wilson, Esquirol. Dimanche soir, le périmètre nettoyé par les non-grévistes s'était élargi. Accompagnés d'une quinzaine de balayuses, entre 11 h et 4 h du matin, les agents municipaux ont déblayé les grands boulevards, l'avenue Jean-Jaurès, la rue Bayard, les



Voilà un spectacle (hier, allées Frédéric-Mistral) que l'on ne verra plus à partir d'aujourd'hui dans les rues de Toulouse.

places Saint-Pierre et Saint-Cyprien.

Reprise totale

Le centre avait retrouvé une physionomie à peu près normale, ce qui n'était pas partout le cas. Mais cette nuit, l'activité des éboueurs toulousains devait reprendre à pleine régime. Les 70 camions-poubelles de la ville

se sont remis en route pour l'usine d'incinération. Il n'y en avait que cinq le fameux jeudi soir où le maire a « dirigé » les opérations en duffle-coat.

Les ordures ménagères disparaissent du paysage. Il restera à remplacer les centaines de containers cassés et les corbeilles à papier brûlées par de joyeux plaisantins à l'esprit destructeur.

Des précisions de Dominique Baudis

A la suite de notre article titré « sans photo ni légende » (« La Dépêche » du 16 décembre 1995), Dominique Baudis nous a adressé les précisions suivantes :

La grève, d'une durée exceptionnellement longue, a créé une situation difficile notamment en ce qui concerne les ordures ménagères qui s'entassaient dans les rues de Toulouse. Peu à peu, nous étions passés du stade de désagrément à celui de l'insalubrité pour atteindre ces derniers jours celui de l'insécurité des Toulousains menacés par les multiples foyers d'incendie allumés par des provocateurs. A maintes reprises, nous avons frôlé la catastrophe.

Devant cette situation, les employés municipaux non grévistes se sont efforcés de travailler dans des conditions qui exigeaient de leur part beaucoup de courage moral et physique. Je m'étais engagé à être présent chaque nuit à leurs côtés et à ne pas divulguer l'heure et le lieu de l'organisation des opérations de nettoyage.

En effet, il fallait une totale confidentialité pour ne pas exposer le personnel qui venait travailler, à d'éventuelles agressions.

C'est parce que je ne souhaitais pas faire prendre le moindre risque aux personnels volontaires pour travailler que je n'ai pas révélé à l'avance les dispositions qui allaient être prises. Voilà pourquoi je ne pouvais pas répondre à vos questions.

Il n'y a donc eu aucune attitude discriminatoire ou désinvolte à l'encontre de quelque organe de presse que ce soit mais seulement l'expression d'une attitude responsable qui m'oblige à donner la priorité à la sécurité des habitants et à celle des fonctionnaires municipaux qui exercent leur mission dans des conditions périlleuses.

Je comprends que la tâche de ceux qui informent présente des exigences. Mais la mission d'un maire exige un sens des responsabilités qui, parfois, s'accommode difficilement de certains impératifs médiatiques.

Le plus important à présent est que chacun puisse à nouveau, par son travail, participer au développement de la ville que nous aimons et assurer le bien-être des Toulousains.

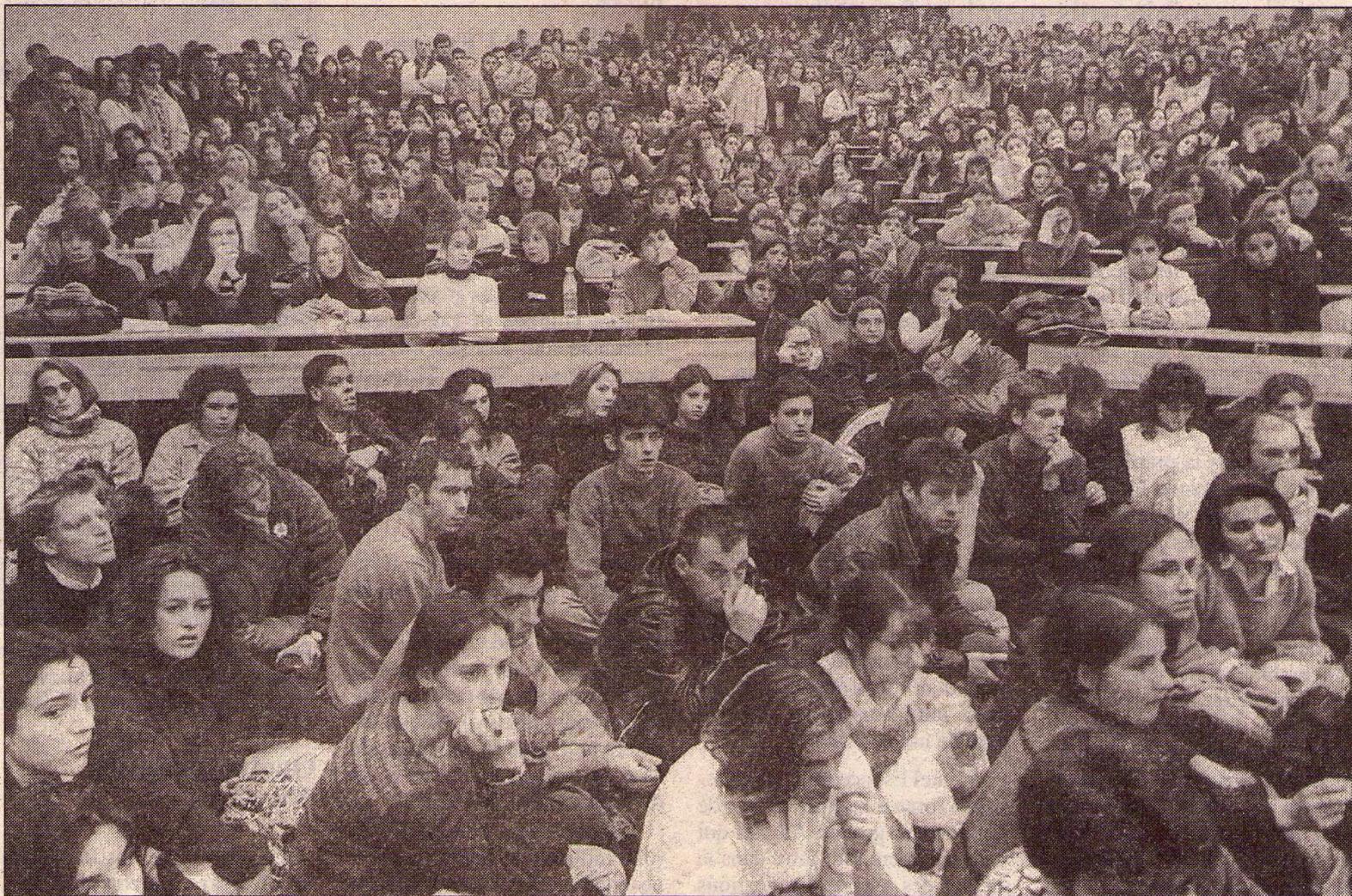
Dominique BAUDIS,
maire de Toulouse.

LE FAIT DU JOUR

Université du Mirail

19/12/1995

La grève est reconduite



Une large majorité pour la continuation de l'action (Photo « La Dépêche »)

L'assemblée générale des étudiants de l'université du Mirail a conclu hier à la poursuite de la grève. Plus de trois mille potaches se sont réunis en milieu d'après midi devant l'arche de la fac pour décider de la suite à donner au

mouvement. On attendait avec curiosité la position, avancée depuis la fin de la semaine dernière, des étudiants favorables à la reprise des cours. En fait, ce « collectif-étudiants-Mirail-facvivante » a été littéralement balayé. Après deux heures d'explications, parfois aigres entre les

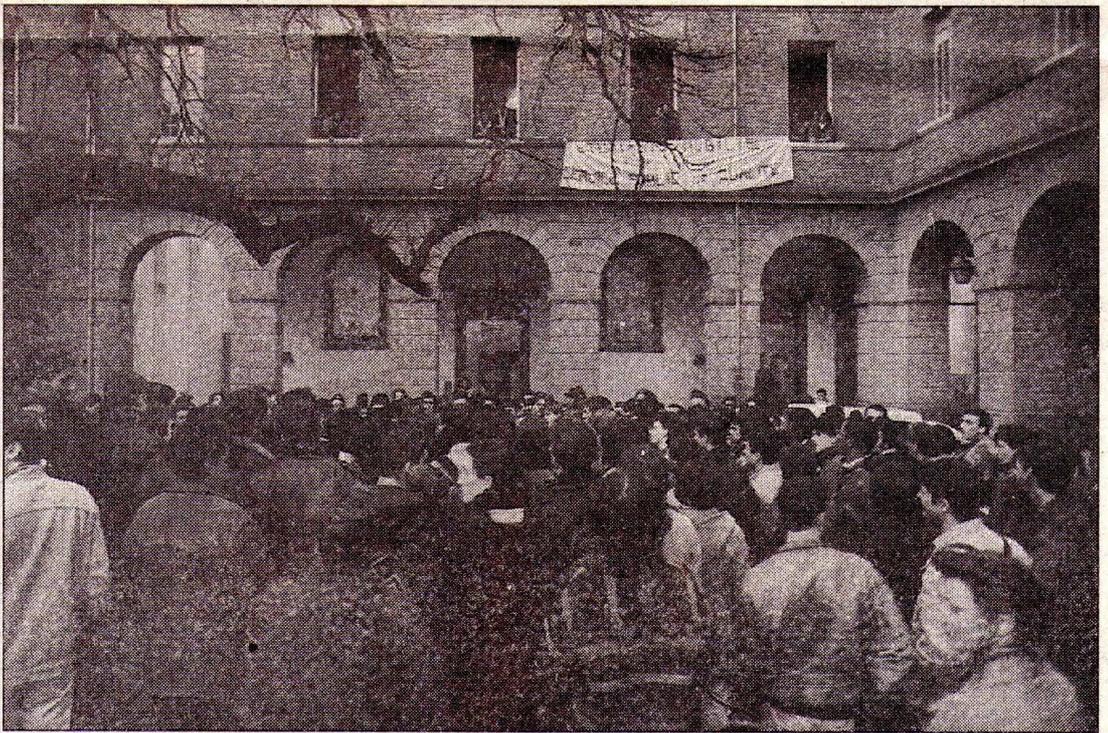
deux parties, le vote a tranché et s'est prononcé à une très large majorité pour la continuation de l'action.

A l'autre bout de la fac, les personnels tenaient leur forum, destiné à faire le point des revendications. Tout ceci devait préparer « à la base », la réunion du

conseil d'administration qui doit se tenir aujourd'hui. Rappelons que cette instance a inscrit à son ordre du jour « le point de la situation à l'Université » et devrait se prononcer sur « l'éventualité d'un référendum chez les étudiants concernant la reprise des cours. »

Les étudiants occupent le Crous

Quelques centaines d'étudiants de l'université Paul-Sabatier se sont enfermés hier après-midi dans les nouveaux locaux du Centre régional des œuvres universitaires, au 56 de la rue du Taur. Après s'être rassemblés vers 15 heures sur la place Wilson, un cortège s'est formé qui a défilé sur la place du Capitole avant de s'engager dans la rue des Lois. Première halte à la mairie annexe, qui a été occupée pendant une demi-heure, puis ruée vers le Crous dont les bureaux ont été envahis vers 16 h 30, et le personnel retenu à l'intérieur. « Le registre social fait aussi partie de nos revendications », ont expliqué les étudiants qui prenaient leurs dispositions hier soir pour demeurer dans les lieux la nuit entière. Une grande banderole a été tendue sur la façade intérieure du Crous tandis que les lourds battants de fer forgé qui donnent sur la rue du Taur étaient fermés et étroitement surveillés par le service d'ordre étudiant.



Ruée vers le Crous de quelques centaines d'étudiants (Photo « La Dépêche », Bordi)

Les votes chez Bayrou

Cette action, décidée lors de l'assemblée générale de la mi-journée sur le campus de Toulouse-Rangueil, entend « relancer le mouvement étudiant »,

alors que les signes les plus évidents de la lassitude se sont multipliés depuis le grand référendum de jeudi dernier. A propos de ce vote qui, rappelons le, a décidé la reconduction de la grève à

51 % des 6173 votants, les étudiants envisagent de profiter des jours à venir pour « apporter les bulletins directement à François Bayrou ».

J.-J. R.

FORUM

La FASP dénonce les « casseurs »

La FASP (Fédération autonome des syndicats de police), solidaire des syndicats de la fonction publique qui ont permis par leur action de maintenir les droits à retraite actuels ne fera pas d'amalgame entre des dizaines de milliers de manifestants et une bande de casseurs.

La FASP rejette les accusations portées contre les forces de police engagées samedi lors de l'action menée par 300 individus contre le Capitole. Nos collègues ont fait leur devoir, malgré leur faible nombre et ont payé un lourd tribut à cette action avec

quinze blessés. La provocation n'est évidemment pas de leur fait.

La FASP avait averti les pouvoirs publics des risques encourus depuis le début des manifestations, compte tenu de la faiblesse des effectifs qu'il était possible d'engager. Depuis trois semaines, jour après jour, la police est sur le terrain et avait réussi à préserver l'essentiel jusqu'à samedi.

Hubert LORTET,

secrétaire régional de la FASP.

Grève à l'APEAJ

Les salariés de l'Association pour l'éducation et l'apprentissage des jeunes ont observé un arrêt de travail pour marquer leur opposition au plan Juppé. Refusant la logique de la précarité, l'APEAJ ne veut pas « cautionner une politique d'exclusion et d'injustice (...), cause d'explosions sociales qui n'auraient pour conséquences que d'attiser la haine et la xénophobie ».

ASSEDIC Mirail : opération Noël

A l'initiative de l'union locale CGT de Toulouse-Mirail et de son comité de lutte pour l'emploi, plus d'une centaine de privés d'emploi ont manifesté, le 15 décembre, à l'occasion de la commission paritaire des ASSEDIC. Avec une revendication : l'attribution de « 5.000 F pour un vrai Noël pour tous » sur le fonds régional de secours.

Selon l'organisation cégétis-

te, le fonds d'aide « n'est utilisé qu'à 30 ou 40 % ».

« 116 privés d'emploi ont obtenu une aide immédiate de 3.000 F après neuf heures de négociation et d'action collective. De plus, la lutte a permis d'obtenir que les 116 dossiers soient examinés le vendredi 22 décembre, en priorité pour satisfaire la revendication de 5.000 F ».

Assurance vieillesse des artisans : grève aujourd'hui

Le personnel non cadre de l'assurance vieillesse des artisans Toulouse Gascogne Pyrénées Quercy est en grève ce mardi, toute la journée. Cette action est la conséquence du manque de considération de la part de la direction et la protestation contre la baisse constante du pouvoir d'achat.

CFTC du personnel non cadre.

Manifestation d'usagers

Un « collectif toulousain des usagers en colère » organise une manifestation ce matin, à 10 heures, à Toulouse, place du Capitole.